

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Administrative  
Rue Pierre Bonnard  
CS87564  
64000 Pau

Pau, le 22/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SPEICHIM PROCESSING**

Plateforme SOBEGI  
64150 Mourenx

Références : DREAL/2026D/875

Code AIOT : 0005202714

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement SPEICHIM PROCESSING implanté Plateforme SOBEGI 64150 Mourenx. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPEICHIM PROCESSING
- Plateforme SOBEGI 64150 Mourenx
- Code AIOT : 0005202714
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Créé en 1985, le site de Mourenx est implanté au sein de la plate-forme industrielle Chem'pôle 64 et réalise une activité de :

- négoce de solvants,
- régénération à façon de solvants par distillation,
- purification à façon d'intermédiaires de synthèse par distillation et extraction liquide/liquide.

Les installations de l'établissement de Mourenx sont constituées principalement de 6 colonnes de distillation fonctionnant sous pression atmosphérique et sous vide pour 2 d'entre elles, permettant la régénération de solvants usés et la purification à façon par distillation sous vide d'intermédiaires de synthèse.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
5	5. Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la mise en œuvre des dispositions de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 et l'identification de rejets significatifs d'AOF, l'inspection avait demandé à l'exploitant de mener un plan d'action de suppression voire réduction des PFAS sur son site. Une première inspection a été réalisée à ce sujet en 2024. Dans ce contexte, la présente inspection, réalisée le 27/11/2025 chez Speichim Processing, s'est concentrée sur les résultats obtenus et le suivi des actions engagées par l'exploitant.

En 2025, l'exploitant a réalisé des mesures correctives importantes, incluant l'identification et la suppression d'une source de TFA issue d'un des produits traités sur le site. Des actions de nettoyage des réseaux « eaux pluviales » et « eaux biodégradables » ont également été menées, entraînant une réduction significative des rejets de TFA. Néanmoins, l'inspection demande la poursuite des efforts de réduction pour ce paramètre.

La principale demande formulée à l'exploitant dans les constats est la suivante :

- Maintenir une surveillance en 2026, ciblant spécifiquement le paramètre TFA sur les rejets « eaux bio » et « eaux pluviales », en appliquant les mêmes conditions de prélèvement et de fréquence que celles utilisées en 2025.

2-4) **Fiches de constats**

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise des campagnes d'analyses PFAS sur les rejets « eaux bio » et « eaux pluviales ». Trois campagnes ont été menées en 2024 conformément à l'AM du 20/06/2023 (mars, avril, mai). Quatre campagnes supplémentaires ont été conduites en 2025 (mars, avril, juillet, octobre) dans le cadre du plan d'action mis en œuvre à la suite des campagnes initiales. L'absence de mesures en juillet sur le rejet « eaux pluviales » est justifiée par l'absence de précipitations et donc de rejet.  Les résultats de l'ensemble de ces campagnes ont été déclarés sur GIDAF via transmission électronique, conformément aux exigences fixées par l'arrêté du 20/06/2023.  <b>1 – Conditions de prélèvements</b> – Article 4.I de l'AM du 20/06/2023 : « Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. »

Pour les eaux bio, les mesures ont été réalisées dans les conditions classiques de l'autosurveillance du site. Il s'agit d'un rejet par batch asservi au niveau de remplissage de la cuve – 8 m<sup>3</sup> – et faisant l'objet d'un ajustement de pH préalable ainsi que d'une homogénéisation par recirculation au sein de la cuve.

Pour les eaux pluviales, les mesures 2025 d'avril et d'octobre ont été réalisées par échantillonnage 24h, conformément aux exigences réglementaires. Lors des mesures antérieures, elles étaient réalisées à partir d'un prélèvement instantané au niveau de la batterie limite. Dans le cadre du rapport de l'inspection du 28/11/2024, il avait été demandé à l'exploitant de faire réaliser a minima une mesure des PFAS au niveau du rejet « Eaux pluviales » à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures tel que le prévoit l'article 4.I de l'AM du 20/06/2023. La demande a été respectée.

**2 – Accréditation des analyses** – Article 4.I de l'AM du 20/06/2023 : Article 4.I : « Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coopération européenne des organismes d'accréditation. »

Le contrôle réalisé sur les quatre campagnes 2025 montre que certains paramètres sont rendus hors accréditation, en dehors des paramètres pour lesquels cette accréditation n'est pas exigible en application de l'AM du 20/06/2023. Le laboratoire justifie ces sorties d'accréditation par une perte de standard interne selon les protocoles Cofrac, justification déjà apportée dans la réponse de l'exploitant à un constat identique formulé lors de l'inspection du 28/11/2024. Cette justification ne peut pas être jugée recevable et la surveillance des PFAS concernés (PFOA et PFPeA) doit être maintenue.

**3 – Limites de quantification (LQ)** – Article 4.I de l'AM du 20/06/2023 : « Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 g/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée. »

Les valeurs de limite de quantification (LQ) sont globalement respectées pour l'ensemble des paramètres contrôlés, à l'exception du TFA pour plusieurs campagnes réalisées en 2025, pour lesquelles la LQ réglementaire de 100 ng/L n'est pas atteinte. Les dépassements portent sur :

- Mars, avril et octobre au rejet « eaux pluviales » (LQ appliquée : 250 ng/L) ;
- Avril au rejet « eaux bio » (LQ appliquée : 2,5 µg/L) ;
- Mars au rejet « eaux bio » (LQ appliquée : 5 µg/L).

Pour chacune de ces campagnes, lorsque la LQ utilisée par le laboratoire était supérieure à 100

ng/L, le TFA a été quantifié à des concentrations supérieures aux LQ appliquées.
Une justification technique de ces dépassements de LQ reste à transmettre par l'exploitant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant une justification technique des dépassements de LQ constatés. Une surveillance doit être maintenue pour le PFOA et PFPeA qui ont été contrôlés jusqu'à présent hors accréditation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<b>Prescription contrôlée :</b>  4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561 ) ≤ 25 µg/l  Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Le contrôle a été réalisé à partir des sept déclarations GIDAF examinées au point de contrôle n°1, couvrant les trois campagnes de mesures de 2024 et les quatre campagnes de 2025. Pour l'ensemble de ces campagnes, le PFOS est mesuré à un niveau inférieur à la limite de quantification, avec une LQ fixée à 100 ng/L conformément aux exigences de l'arrêté du 20/06/2023. Ces résultats sont très inférieurs à la valeur limite de 25 µg/L fixée par l'article 32 de l'arrêté du 02/02/1998 pour les rejets d'eaux résiduaires au milieu naturel. Ils sont également compatibles avec les objectifs de suppression des émissions applicables aux substances désignées dans ce même article dont le PFOS fait partie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : 3. Liste des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

**Constats :**

Pour rappel, ce point avait été contrôlé lors de l'inspection du 28/11/2024, au cours de laquelle l'exploitant avait transmis une liste des 28 PFAS visés par l'arrêté du 20/06/2023. Trois PFAS identifiés comme dans l'émulseur avaient également été signalés, mais ils figuraient déjà dans la liste de l'arrêté du 20/06/2023.

Le contrôle effectué lors de la présente inspection repose sur les sept déclarations GIDAF examinées au point de contrôle n°1 (trois campagnes de 2024 et quatre de 2025). Pour l'ensemble de ces campagnes, les 28 PFAS mentionnés ci-dessus ont bien été mesurés.

**Vérification des réponses aux demandes issues de l'inspection du 28/11/2024****1 – Demande issue du point de contrôle n°1 (28/11/2024)**

L'inspection avait demandé à l'exploitant d'approfondir l'identification potentielle des PFAS/AOF au sein des flux principaux traités sur le site, en ciblant notamment les substances plausibles au regard des résultats analytiques supérieurs aux LQ.

Dans sa réponse du 17/04/2025, l'exploitant indique que l'analyse des PFAS dans les solvants n'est pas techniquement réalisable, les méthodes disponibles étant limitées aux matrices aqueuses. Il a donc retenu une approche alternative fondée sur la mesure des fluorures, du fluor total, du TOF (fluor organique total) et du TFA. Des analyses ont été conduites sur sept produits représentant 86 % de la production 2024, lesquelles ont permis d'identifier une unique source contenant du TFA, avec une cohérence analytique établie entre les résultats TOF et TFA. L'exploitant a, en conséquence, proposé d'intégrer le TFA aux campagnes d'analyses réalisées en 2025.

Cette approche est jugée adaptée et le TFA a effectivement été intégré à l'ensemble des mesures 2025. L'exploitant précise ne pas avoir étendu ses investigations au-delà des sept matières premières analysées. L'absence de PFAS dans les autres produits traités repose uniquement sur les déclarations des propriétaires des solvants. Toutefois, en l'absence de détection d'autres PFAS à des niveaux supérieurs à la limite de quantification réglementaire de 100 ng/L dans les campagnes 2024 et 2025, l'inspection considère que l'approche retenue demeure suffisante à ce stade.

**2 – Demande issue du point de contrôle n°4 (28/11/2024)**

Conformément à la demande de l'inspection, l'exploitant a intégré aux campagnes de mesures 2025 l'ensemble des 5 PFAS identifiés lors des screening ciblés menés en août 2024, à l'exception du paramètre 5,1,2 Fluorotelomer betaine (CAS 171184-02-4), pour lequel une impossibilité technique a été justifiée par le laboratoire. Les autres substances (PFHxA, TFA, PFNS, 6:2 FTAB) ont été incorporées correctement dans les campagnes d'analyses.

Concernant les composés identifiés en 2024 par l'approche de screening non ciblé, approche qui permet de détecter des molécules avec une structure chimique fluorée / polyfluorée sans pour autant garantir que celle-ci soit de type PFAS - substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF<sub>3</sub>-) ou méthylène (-CF<sub>2</sub>-) - l'exploitant rappelle que celle-ci n'avait permis d'identifier que partiellement l'une des molécules comme étant un dérivé de l'acide camphorsulfonique polyfluoré au carbone, qui pourrait être classé comme PFAS. À l'exception de cette molécule, l'exploitant indique ne pas avoir pu déterminer si les autres composés identifiés par cette approche non-ciblée étaient ou non des PFAS. L'exploitant indique également que les laboratoires consultés quant à la faisabilité d'une analyse de ces composés, n'ont pas répondu favorablement.

Ainsi et au regard des travaux d'identification des PFAS menés sur les produits bruts traités majoritairement sur site qui ont permis d'identifier une unique source contenant du fluor sous forme de TFA, l'exploitant indique ne pas avoir poursuivi les investigations quant aux molécules relevées par l'approche de screening non ciblé.

L'inspection considère cette réponse adaptée et proportionnée et la demande est considérée satisfaite.

Au regard des éléments transmis et des mesures réalisées, l'exploitant dispose d'une liste à jour des PFAS susceptibles d'être rejetés par son installation et l'actualise en cohérence avec les résultats analytiques et les demandes formulées par l'inspection. La prescription réglementaire est ainsi respectée. Les engagements pris lors de l'inspection du 28/11/2024 ont été tenus et l'ensemble des demandes formulées à cette occasion a été satisfait.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire

**Prescription contrôlée :**

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

**Constats :**

À la suite de relevés significatifs d'AOF lors des campagnes de mesures menées en application de l'AM du 20/06/2023, l'inspection a demandé, par courrier daté du 01/07/2024, la mise en place par l'exploitant d'un plan d'action visant la réduction ou la suppression des émissions de PFAS.

L'exploitant a transmis une proposition de plan d'action le 13/09/2024, examinée lors de l'inspection du 28/11/2024. Les demandes complémentaires formulées lors de cette précédente inspection ont fait l'objet d'une réponse formalisée par l'exploitant le 17/04/2025. L'analyse détaillée du contenu du plan d'action ainsi que la vérification de la bonne prise en compte de ces demandes sont présentées dans les points de contrôle suivants.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : 5. Mesures d'investigation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Constats :**

Ce point avait été examiné lors de l'inspection du 28/11/2024. Les conclusions établies à cette date demeurent valables et ont été réexaminées dans le cadre de la présente inspection.

**1. Investigations relatives au rejet « eaux pluviales »**

Les analyses réalisées en 2024 avaient mis en évidence la présence d'AOF et de PFOA au niveau du rejet en batterie limite. Aucun PFAS notable n'avait en revanche été détecté au niveau de la cuve de collecte des eaux bio/pluviales (TA 57), au sein de laquelle les concentrations en AOF étaient environ dix fois inférieures à celles observées en rejet.

L'hypothèse d'une contribution externe au site avait alors été retenue. Cette approche avait été considérée adaptée au vu des éléments disponibles.

Un curage du réseau des eaux pluviales jusqu'en batterie limite a été réalisée en 2025 et a permis de réduire de manière significative les valeurs relevées de PFAS.

**2. Investigations relatives aux « eaux bio »**

Dans le cadre des investigations menées par l'exploitant, des contre-analyses avaient été réalisées, complétées par un prélèvement en août 2024. Les actions engagées incluaient :

- la mesure du TOF, paramètre mieux maîtrisé et moins sujet à discussion que l'AOF ;
- l'analyse des produits bruts pouvant contribuer aux flux de PFAS.

L'inspection avait demandé, en novembre 2024, la transmission des résultats et conclusions de ces investigations, assorties des suites envisagées dans le cadre du plan d'action PFAS. L'exploitant a répondu à cette demande par courrier du 17/04/2025.

Les principales conclusions et actions associées sont examinées dans les points de contrôle suivants :

- Matières premières (point de contrôle n°3),
- Eaux pluviales (point de contrôle n°7),
- Eaux bio (point de contrôle n°7).

Au regard des éléments présentés et des réponses apportées par l'exploitant, les dispositions mises en œuvre pour investiguer l'origine des rejets de PFAS et d'AOF sont jugées adaptées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets

##### **Prescription contrôlée :**

L. 110-1 :

1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.

L. 523-6-1 /

La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.

Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.

##### **Constats :**

Ce point avait été examiné lors de l'inspection du 28/11/2024, au cours de laquelle l'inspection avait rappelé que la recherche des substances fluorées devait être poursuivie dans le cadre du plan d'action PFAS, notamment au travers des investigations portant sur les produits traités sur site. Comme exposé précédemment dans le présent rapport, ces investigations complémentaires ont permis d'identifier une source unique de TFA parmi les flux traités.

À la suite de cette identification, l'exploitant a engagé plusieurs actions. Tout d'abord, le flux à l'origine du TFA a été supprimé : il n'est plus traité sur site depuis avril 2025 et les derniers volumes présents ont été dirigés vers l'incinération. Le propriétaire du flux n'a pas sollicité de nouvelles prestations depuis cette date.

Parallèlement, un nettoyage approfondi des ouvrages concernés a été réalisé. La cuve TA57 a été entièrement vidangée et nettoyée en avril 2025, avant que les résidus ne soient envoyés à l'incinération à la SIAP. Le réseau pluvial et le réseau des eaux bio ont également été nettoyés. Pour mémoire, la cuve TA57 est commune aux deux filières, l'orientation vers l'un ou l'autre réseau étant assurée en fonction de la teneur en COT des effluents.

À la suite de ces opérations, de nouvelles analyses ont été réalisées dès le mois d'avril 2025. Elles confirment une amélioration significative des niveaux mesurés :

- Pour les eaux bio, l'AOF diminue de 99,7 % entre 2024 et 2025, et le TFA baisse de 98,3 % entre le premier trimestre 2025 et les mesures post-nettoyage ;
- Pour les eaux pluviales, en batterie limite, l'AOF diminue de 93,2 % entre 2024 et 2025 mais aucun effet notable n'est relevé pour le paramètre TFA.

Un examen détaillé des valeurs mesurées est présenté au point de contrôle n°7 de la présente inspection.

Enfin, une campagne de mesure conjointe SOBEGI/exploitant est programmée en semaine 48 et les résultats devront être transmis à l'inspection dès leur réception.

À ce stade le plan d'action a conduit à ramener les valeurs résiduelles en TFA au rejet « eaux bio » et au rejet « eaux pluviales » à un flux global de 0.018g/j. Une nouvelle analyse de la situation est toutefois nécessaire pour estimer l'efficacité des actions de réduction des émissions mises en œuvre. À cet effet, il est demandé à l'exploitant de réaliser une étude technico-économique relative au coût des solutions techniques complémentaires de réduction et de suppression envisageables.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant remettra sous 3 mois une étude technico-économique relative au coût des solutions techniques complémentaires de réduction et de suppression des rejets de PFAS envisageables.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : 7. Mesures de surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

### **Constats :**

Comme indiqué aux points de contrôle précédents, quatre campagnes d'analyses ont été réalisées en 2025 sur les rejets « eaux bio » et « eaux pluviales ». Ces campagnes intègrent l'ensemble des paramètres jugés pertinents au point de contrôle n°3, ainsi que les paramètres complémentaires demandés lors de l'inspection du 28/11/2024 (MES, DCO, COT et fluorures).

À l'exception du TFA, l'ensemble des PFAS analysés dans les deux rejets, notamment celles qui avait été quantifié initialement au niveau du point de rejet eaux pluviales, présentent des concentrations inférieures à 100 ng/L, valeur de référence correspondant à la limite de quantification fixée par l'arrêté ministériel du 20/06/2023.

#### **Eaux bio**

- **TFA** : 99 µg/L (mars), 66 µg/L (avril), 0,88 µg/L (juillet), 1,95 µg/L (octobre)
- **AOF** : 96 µg/L (mars), 1,62 µg/L (avril), 1,82 µg/L (juillet), 2,3 µg/L (octobre)

Une amélioration notable est observée à partir d'avril 2025 pour les deux paramètres, en cohérence avec les actions de réduction présentées au point de contrôle précédent.

#### **Eaux pluviales**

- **TFA** : 3,3 µg/L (mars), 4,3 µg/L (avril), 6,3 µg/L (octobre)
- **AOF** : 172 µg/L (mars), 10,2 µg/L (avril), < 2,5 µg/L (octobre)

Pour rappel, en l'absence de rejet, la mesure de juillet n'a pas été réalisée. Si pour l'AOF, l'opération de nettoyage/curage des réseaux et cuves du réseau « eaux pluviales » réalisé en avril a un effet significatif sur les teneurs en AOF observées, elle ne semble pas avoir eu d'effet sur les valeurs en TFA.

L'inspection relève que les valeurs de TFA présentent une incertitude analytique comprise entre 1,1 et 2 µg/L, valeurs remarquables par rapport à l'ensemble des autres paramètres.

Au regard de l'évolution favorable des résultats, l'exploitant propose de ne plus poursuivre, à compter de 2026, la surveillance de l'ensemble des PFAS figurant dans l'arrêté du 20/06/2023.

L'inspection considère cette proposition adaptée pour les PFAS dont les concentrations sont systématiquement inférieures à la LQ réglementaire.

En revanche, les niveaux mesurés en TFA dans les deux rejets, associés à une incertitude analytique significative, justifient la poursuite d'une surveillance ciblée sur ce paramètre. De plus, il convient de poursuivre la surveillance des AOF ainsi que du PFOA et du PFPeA (cf. point de contrôle N°1)

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

1. Sous 3 mois, l'exploitant devra justifier les niveaux d'incertitude associés aux mesures de TFA au rejet « eaux pluviales ».

En 2026, l'exploitant devra poursuivre la surveillance des paramètres TFA et AOF ( et PFOA et PFPeA cf point de contrôle N°1) sur les rejets « eaux bio » et « eaux pluviales » dans les mêmes conditions que celles appliquées en 2025 (mêmes points de rejet, même fréquence, méthodes conformes à l'AM du 20/06/2023).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois